

Solidaires

LE MAGAZINE DU RÉSEAU ET MOUVEMENT PEP

> ÉDUCATION
& LOISIRS



500 € pour que
chaque enfant
parte en vacances

> RENCONTRE



Les PEP participent
à l'amélioration
des droits
des enfants

**APRÈS LE CONFINEMENT,
LES PEP TOUJOURS
EN MOUVEMENT !**



SOMMAIRE

- La pleine participation des personnes p.04
- Les bonnes ondes du WIFFI p.05
- 500 € pour que chaque enfant parte en vacances p.06
- « Nous sommes toujours sur le fil du rasoir » p.07
- Des ordinateurs très inclusifs p.08
- Solidarité numérique p.09
- Écrire le confinement p.10
- Connaissez-vous La traversière ? p.11
- Les PEP découvertes font l'école buissonnière p.12
- Les PEP participent à l'amélioration des droits des enfants p.13
- Les colos apprenantes en photos p.14

Le magazine de la Fédération Générale des PEP • 5-7, rue Georges-Enesco • 94026 Créteil Cedex • Tél. : 01 41 78 92 60
• **Email** : accueil@lespep.org • **Directrice de la publication** : Dominique Gillot • **Responsable de la rédaction** : Agnès Bathiany • **Rédaction** : Association R.E.V.E • **Coordination** : Malika Haddag
Conception-réalisation : Obea Communication • **Photos** : DR - Sauf mention : iStock Images® • **Routage** : Lamifilm [35] • **ISSN** : 1625-4549 • **Commission paritaire** : en cours.

ÉDITO



DOMINIQUE GILLOT

Présidente de la Fédération
Générale des PEP

Préparer l'avenir

Depuis le 15 juin dernier, c'est la reprise progressive d'activité pour un retour à la normale, après trois mois et demi de confinement.

En réponse à la sidération des premiers mois de l'année, face à l'expansion incontrôlable d'une épidémie dont personne ne savait grand-chose, ni sur son origine, ni sur ses modes de transmission, ni sur ses facteurs de prophylaxie, encore moins sur les thérapies (curatives et préventives) à lui opposer, la plus grande prudence a été recommandée. Les autorités publiques ont fait le choix de préserver la santé des Français, le strict confinement de ceux dont l'activité n'était pas indispensable à la vie économique, sociale et sanitaire a été décidé, plongeant la France dans un état curieux que les sociologues n'ont pas fini d'explorer, ni les économistes, ni les médecins (du corps et de l'âme), ni les politiques... ni les Français eux-mêmes.

Les lignes de partage entre première ligne, premiers de corvée, exposés aux risques et préservés, acteurs de la crise et victimes de celle-ci, volontaires pour l'action et abandonnés des pouvoirs publics, grands perdants et éventuels bénéficiaires (sinon profiteurs...) alimentent les débats.

Les PEP, sous l'impulsion de la Tête de Réseau, ont su resserrer les liens au sein de notre réseau et du réseau avec la Fédération.

Période féconde pour la circulation des réflexions, des idées, pour les échanges de

pratiques, de rapprochement entre nous tous, période d'identification des forces, des potentialités et des fragilités au cœur du réseau ; de reconnaissance aussi de l'intérêt des regroupements, des solidarités opérationnelles au bénéfice du collectif et des missions que nous avons à assumer.

Personnellement, cette période m'a permis d'éprouver la disponibilité, l'engagement et les qualités professionnelles des salariés de la Fédération, mais aussi de tous les cadres et militants de nos associations départementales, territoriales et régionales... que j'ai ainsi pu côtoyer dans l'action chaque semaine. Je mesure la chance que représente pour nous cette accélération du temps de reconnaissance et je tiens à en exprimer ma gratitude et ma fierté.

La Fédération Générale des PEP a renforcé sa notoriété au niveau national et conforté son rôle partenarial au sein de nombreux réseaux où nous nous sommes découvert des alliés pour développer des projets de transformation sociale auxquels nos principes associatifs nous engagent et que l'état de la société à la sortie de crise appelle : CAPE, UNAT, groupe des dix Organismes gestionnaires, Collectif Handicaps, JPA, ESPER, Pacte du pouvoir de vivre...

C'est fort de cette expérience acquise et impliquée que les PEP abordent cet été 2020.

Nous portons, collectivement, des positionnements qui tirent profit des enseignements de la période de crise sanitaire et nous invitent à poursuivre l'évolution de notre réseau :

- **En mouvement de lutte contre les inégalités de destins** encore creusées par la crise sociale qui double la crise sanitaire ;
- **En mouvement de réponse aux attentes et aux besoins des personnes** qui justifient nos missions ;
- **En mouvement de transformation sociale** pour accompagner la reprise d'activité et infléchir les axes de développement économique, social, environnemental et maintenir son ambition inclusive ;
- **En mouvement de solidarité active** avec les plus affectés par la crise et particulièrement avec nos collègues d'Outre-Mer ;
- **En mouvement de responsabilité**, responsabilité sociale, en reconnaissant et encourageant l'investissement (volontaire et professionnel) de nos membres, responsabilité citoyenne, en élargissant notre vivier de militants et de responsables associatifs, responsabilité employeur en sécurisant les parcours professionnels de nos salariés, en définissant les programmes de formation propres à les inscrire dans un renforcement/élévation de compétences, en garantissant la pérennité économique et patrimoniale de nos associations départementales, territoriales et régionales ;
- **En mouvement de responsabilité politique**, en réaffirmant notre attachement au mouvement d'éducation populaire, pilier de la citoyenneté républicaine à un moment de l'histoire où bien des valeurs de la République sont mises en cause par des pulsions extrêmes.

Ces positionnements qui nous identifient, se retrouvent dans le dialogue permanent avec nos responsables associatifs, pour la solidarité avec ceux qui en expriment le besoin, pour le respect des programmes dans lesquels nous sommes engagés afin que les vacances 2020 puissent être, pour les familles, les jeunes, un temps de redécouverte de la confiance dans des projets d'accueil collectifs, des offres adaptées à la situation d'après crise. Ils se retrouveront dans nos débats en assemblée générale, ils alimenteront les ateliers de nos rencontres PEP de décembre.



Le souci constant de réponse aux besoins des personnes qui justifient nos missions nous oblige à dépasser les inconforts, voire les difficultés de l'imprévu, des adaptations de gestion, d'évolution nécessaire des pratiques, parfois de remise en cause de situations considérées comme acquises. L'adaptabilité de nos centres de vacances, de nos établissements médico sociaux, de nos services de proximité et d'animation est mise à l'épreuve, plus que jamais les PEP se doivent d'être là pour les vacances de tous : c'est ça la PEP ATTITUDE !

Les PEP se doivent de contribuer à la construction d'un environnement respectueux, véritablement accompagnant. Pas de vacances pour les PEP cet été ! Car il nous faut aussi préparer la rentrée.

Un programme chargé est annoncé dans les secteurs que nous couvrons : activités complémentaires de l'école, école inclusive, protection de l'enfance et de l'adolescence, avenir des jeunes, accès à la formation, l'apprentissage, la culture, à l'autonomie, lutte contre les discriminations, citoyenneté... avec parfois de nouveaux ministres référents, des géographies politiques locales changées ... et des contraintes financières qu'il faudra compenser.

Les liens et la communauté de penser qui nous unissent permettront aux PEP de garder leur trajectoire et de renforcer leur présence et leur rayonnement. L'affrontement des crises a toujours été une opportunité de dépassement et de créativité. Nous saurons être à la hauteur de nos illustres prédécesseurs et nous inscrire dans la préparation de l'avenir.

Dominique GILLOT
Présidente de la Fédération Générale des PEP

0282 - ©CSI - A. Legrain (4x2)



LA PLEINE PARTICIPATION DES PERSONNES

La cinquième édition des Rencontres PEP se tiendra à la Cité des Sciences et de l'Industrie, à Paris, les 8 et 9 décembre 2020.

Plus de 2 000 personnes sont attendues, militants, professionnels du réseau PEP, chercheurs, journalistes, personnalités politiques, partenaires privés, associatifs, privés, usagers, personnes accompagnées et grand public débattront des moyens et des pratiques à mettre en œuvre pour obtenir « la pleine participation des personnes ». Cette idée qui va de pair avec le combat des PEP pour une société inclusive doit trouver sa traduction dans tous les domaines. Et le spectre est très large : éducation, emploi, logement, loisirs, sport, culture, communication, numérique et autre.

Les Rencontres PEP sont construites autour d'ateliers, de débats et de conférences. La 5^{ème} édition des Rencontres PEP est l'occasion pour chacun de rencontrer et de découvrir les actions innovantes du réseau PEP et de ses partenaires.

Nul doute que la crise sanitaire occupera aussi une place importante dans les tables-rondes et les workshops qui présenteront des actions locales innovantes portées par les PEP et ses partenaires.

Les Rencontres sont devenues, au fil des ans, un rendez-vous incontournable du réseau PEP et de tous ses partenaires qui y retrouvent, tous les deux ans, la richesse et le plaisir du partage. Elles contribuent également à l'installation des PEP dans un univers institutionnel et politique, où la communication est devenue déterminante. ■



3 QUESTIONS À...

JACQUES GUYARD

Vice président des relations extérieures

Solidaires : Pourquoi est-il essentiel pour vous d'aborder le thème de la participation des personnes lors des prochaines Rencontres ?

Jacques Guyard : C'est un thème fondamental pour nous, pour le respect de l'individu et le respect de l'autonomie de la personne. Pendant longtemps nous nous sommes contentés de prendre en charge les enfants ou adultes qui souffrent d'handicaps divers, mais nous avons compris au fil du temps que si nous souhaitions obtenir des résultats il était très important qu'ils participent aux différentes démarches, aux objectifs etc. Par exemple, sur le plan scolaire, apprendre des choses aux enfants, c'est bien mais faire en sorte qu'ils en deviennent des manieurs agiles c'est encore plus important.

Solidaires : Voyez-vous une différence entre l'idée de participation des personnes et celle de société inclusive ou, selon vous, les deux marchent de pair ?

J. G. : C'est très subtil. J'aurais tendance à dire que les deux marchent de pair, mais je pense que philosophiquement ce n'est pas exactement la même chose. La participation est un instrument de la société inclusive.

Solidaires : À quel niveau faut-il encore travailler pour faire avancer ces idées ?

J. G. : Cela commence par la participation véritable dans la vie sociale, le travail... Les salariés doivent avoir leur mot à dire dans la gestion d'entreprise. Ce qu'on commence à faire avec les comités de quartier doit devenir beaucoup plus important comme réflexion collective sur la ville.

Solidaires : Est-ce que la crise sanitaire a aidé à une prise de conscience ?

J. G. : Je ne suis pas sûr. Il y a une forme de prise de conscience sur l'aspect écologique de la crise. En revanche, il y a encore un côté trop passif où on écoute uniquement ceux qui savent et qui me fait dire que ce n'est pas encore la société inclusive triomphante. Mais pour ne pas finir sur une note trop alarmiste : certes nous avons encore du travail mais depuis un quart de siècle environ, il est évident que nous avons énormément progressé. ■

Le projet WIFFI (Workers In Forward For Inclusion), financé par l'Agence ERASMUS + Jeunesse, et porté par la Fédération Générale des PEP, pilote du consortium qui a déposé le projet, réunit également 4 associations PEP et 4 partenaires européens. Il est ouvert aux acteurs PEP engagés auprès de jeunes de 14 à 30 ans. Pendant 2 ans, à compter du 30 septembre prochain, 62 professionnels, directeurs, ou administrateurs, prendront part à des mobilités de 2 ou 3 jours pour rencontrer les équipes de 4 partenaires d'accueil en Belgique et en Italie.



Cofinancé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne

LES BONNES ONDES DU WIFFI

Le projet WIFFI est co-construit entre tous ces acteurs pour permettre d'une part une analyse partagée des pratiques inclusives italiennes, belges et françaises auprès des jeunes de 14 à 30 ans, et d'autre part, une compréhension réciproque des contextes et enjeux auxquels se confrontent chaque pays dans l'objectif de l'étude de la transférabilité des bonnes pratiques retenues.

Ces rencontres favoriseront l'accomplissement des objectifs européens, nationaux et locaux de tous les acteurs belges, italiens et français impliqués au sein de chaque partenaire du projet, en développant un véritable climat partenarial européen, qui favorisera la mise en œuvre de projets collaboratifs sur le plus long terme au service de l'inclusion des jeunes.

« À l'origine, nous avons développé un projet de transformation des IME [Institut Médico-Educatif] en DAME [Dispositif d'Accompagnement Médico-Educatif], et à chaque fois que nous posions des questions autour de l'inclusion, la référence se situait au Canada, en Italie ou en Belgique. Du coup, nous nous sommes dit qu'il serait bien de voir des expériences similaires, et qu'on envoie nos salariés pour une visite d'étude dans ces différents pays. Lorsque le projet a été proposé par la Fédération Générale des PEP pour nous le timing était parfait et cela tombait au très bon moment », explique Vincent Moreau Directeur des PEP d'Eure et Loir.

« Il y a encore des lacunes on a des choses à apprendre des expériences à l'étranger, » ajoute Sylvie Benoit, Directrice adjointe des PEP de la Corrèze.

« Faire de l'inclusion pour faire de l'inclusion, si ce n'est pas accompagné on met tout le monde à mal. Et c'est peut-être en France notre problématique. Nous avons une volonté et une marche forcée vers l'inclusion, mais si nous n'avons pas des enseignants qui sont formés, si nous n'avons pas les outils, si nous ne parlons pas le même langage, si nous ne sommes pas capables d'afficher un langage et des objectifs communs vis à vis des familles, alors nous n'arriverons pas à inclure », souligne-t-elle très justement. « Inclure oui, mais en changeant nos accompagnements, en prévoyant du temps de répit pour les aidants, et pour tout ça nous devons avoir la curiosité de voir ce qui se fait ailleurs, nous nourrir de ce qui fonctionne à l'étranger. On le voit sur l'autisme où des pays sont plus en avance ».

Huit périodes de mobilités sont prévues pour des jeunes de différents âges, fragiles, défavorisés, en situation de handicap ou de migration.

« Nous travaillons donc avec des partenaires en Belgique et Italie principalement. Nous avons présenté ce projet dans nos différentes associations, aux directeurs d'établissements, et nous avons rencontré une véritable adhésion de tous les salariés qui étaient très en demande », renchérit Elvire Grimal, Présidente des PEP de l'Hérault et administratrice de la Fédération Générale des PEP. « Un pays comme l'Italie pratique depuis de nombreuses années l'inclusion totale, il n'y a pas, pour les personnes en situation de handicap, d'établissements spécialisés, on ne fait aucune différence et tous les enfants fréquentent les mêmes établissements.

Or, au moment où nous, nous poussons les murs de nos institutions, on se rend compte que les Italiens reviennent un peu en arrière. Et en suivant leur expérience cela nous évite aussi de faire les mêmes erreurs », remarque-t-elle.

L'idée du projet est que des professionnels divers et variés et donc pas uniquement des cadres de l'association puissent enrichir leurs connaissances en se nourrissant des expériences des autres au-delà de nos frontières.

« Nous attendons de ce projet que des salariés reviennent avec des expériences positives et qu'ils soient capables de les partager avec ceux qui n'y seront pas allés », explique Vincent Moreau.

Pour Pascal Vivarelli, Président des PEP de Haute-Corse, « l'engagement des PEP de Haute-Corse va permettre de confronter les expériences inclusives entre les différents partenaires ERASMUS dans un esprit fédéraliste. L'idée est de nous ouvrir à d'autres réalités et de nous confronter à de nouvelles façons de fonctionner qui pourraient nous aider dans la suite de notre travail en termes de formation, de prise en charge des personnes, des enfants et de leurs familles, ajoute-t-il. L'objectif est aussi d'arriver à construire dans le cadre de notre réseau une synthèse qui permettrait d'avancer sur la notion d'inclusion ».



500 € POUR QUE CHAQUE ENFANT PARTE EN VACANCES

Le loisir est un droit *a fortiori* pour les enfants et de manière encore plus évidente pour les plus faibles à l'issue de la crise sanitaire.

Isabelle Monforte

Directrice de l'animation des secteurs et programmes de la Fédération Générale des PEP

Isabelle Monforte est directrice de l'animation des secteurs et programmes des FGPEP. Elle a participé avec les partenaires de la Fédération à l'élaboration d'un programme permettant l'obtention d'une enveloppe de 500 € par enfant prioritaire et par séjour. Pour être éligible, une famille doit être financièrement fragile ou avec un enfant en situation de handicap ou même être monoparentale. Rencontre

Solidaires : L'obtention de cette enveloppe de 500 Euros est une véritable bouée de sauvetage pour les enfants les plus fragilisés. Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

Isabelle Monforte : Le dispositif « *colo apprenante* » permet d'attribuer 500 € par enfant. Concrètement, 400 € sont pris en charge par l'État pour des publics prioritaires et les 20 % restants sont à la charge des collectivités locales.

La « *colo apprenante* » qui s'inscrit dans un programme plus large appelé « *vacances apprenantes* », est un dispositif qui a été lancé par le ministère de l'Éducation

nationale pour développer l'accès aux vacances, cet été, avec un objectif éducatif. L'idée est de faire en sorte que les enfants puissent profiter des vacances mais qu'ils soient également prêts pour la rentrée scolaire grâce à des activités ludiques et culturelles (le sport ou la découverte de la nature, par exemple). Le projet éducatif met en avant le lien entre la pratique des activités et les apprentissages scolaires. Mais, attention, le but n'est pas non plus de faire l'école pendant les vacances.

Solidaires : Vous avez l'impression que pour les pouvoirs publics les vacances sont une sorte de plus et que c'est vous qui avez réussi à faire entendre que le droit aux vacances est un droit fondamental ?

I. M. : C'est un combat que les PEP mènent depuis très longtemps et qui s'est inscrit au fil du temps comme une question essentielle. Maintenant, dans cette période si particulière de la crise sanitaire, du confinement, et donc l'arrêt de la scolarité, cela a pris une place encore plus prépondérante.

Le gouvernement, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, s'est saisi de cette question avec l'objectif de permettre aux enfants les plus en difficultés, de pouvoir bénéficier de vacances et de profiter à nouveau du vivre ensemble. De notre côté, nous avons poussé pour qu'il y ait une prise en charge

financière. Dans ce contexte l'enjeu social est encore plus fort.

Solidaires : Comment cela se met-il en place concrètement ? Vous proposez les jeunes éligibles, vous faites les dossiers mais ils ne partent pas avec vous ? Ou ils partent avec les PEP ?

I. M. : Durant la période du confinement nous avons travaillé avec l'ensemble du réseau PEP, sur la construction de séjours adaptés au contexte sanitaire avec cet enjeu social et éducatif si particulier que nous connaissons aujourd'hui. Les associations du réseau ont donc mis en place une offre de séjour qui répond à ce cadre-là. Elles sont en relation avec les collectivités locales et les établissements scolaires qui sont chargés de la communication sur les différentes offres et d'orienter les enfants qui peuvent bénéficier de ce dispositif.

Solidaires : Le protocole d'accueil des enfants est-il contraignant ?

I. M. : Le protocole a été fortement assoupli et nous y avons largement contribué en faisant des propositions concrètes. Nous avons pu faire remonter toutes les informations et les remarques des collègues qui se trouvent sur le terrain et qui organisent directement les colos. Avec les nouvelles mesures sanitaires, il faut que l'organisation puisse répondre aux contraintes du séjour et aux contraintes de sécurité. ■



Bruno Chantre

Directeur
Général des
PEP69/ML



« NOUS SOMMES TOUJOURS SUR LE FIL DU RASOIR »

Les PEP 69 (Lyon et sa région) gèrent une vingtaine d'établissements médico-sociaux, majoritairement dans le champ de l'enfance handicapée ainsi que des structures pour la protection de l'enfance et la toute petite enfance et une crèche à mission spécifique sur la commune de Villeurbanne. L'association compte environ 425 salariés. Pour leur directeur général, il faut saluer les capacités d'adaptation des équipes mais ne pas fantasmer sur cette période qui a été très dure.

Solidaires : Comment avez-vous réussi à vous adapter à cette situation aussi inédite et inattendue que nous avons connue ces derniers mois ?

Bruno Chantre : Nous avons eu quelques prémices car le département du Rhône avait été impacté par une situation pré-épidémique. Nous avons déjà quelques inquiétudes suite à des arrêts de travail et des suspensions de COVID. Du coup, nous avons été rapidement en état d'alerte. Dès que la question du confinement et de la fermeture des établissements scolaires s'est posée, nous avons anticipé (a minima) le confinement généralisé sur des délais extrêmement courts. Notre première préoccupation était d'envisager de maintenir dans l'ensemble des établissements et services le maximum de contacts avec les personnes qui sont accompagnées par l'association pendant la durée qui s'annonçait de manière un peu imprévisible. Avant même la décision du confinement généralisé, nous avons pu mobiliser l'ensemble des équipes. Tous ont disposé de 24 h pour prendre le maximum d'éléments pour pouvoir maintenir des contacts à distance avec les familles et avec les situations d'enfants et adolescents qui sont accompagnés par l'association.

Solidaires : Donc, là vous avez été confrontés à de nouvelles pratiques...

B. C. : Oui, et je constate, moi qui suis d'une autre génération, que les professionnels ont fait preuve d'une vraie inventivité pour pouvoir pousser tous ces outils de communication à distance pour pouvoir

maintenir des contacts assez soutenus avec les enfants et les familles. Je pense cependant qu'il ne faut pas non plus hyper fantasmer sur ce genre de dispositifs car nous avons quand même organisé un suivi des enfants sur un mode assez dégradé. La question des interventions à domicile était complexe, la question de pouvoir rencontrer les jeunes dans les premières semaines du confinement n'était pas prévue par les dispositions réglementaires.

C'est une période que j'ai du mal à positiver avec la part d'inédit et d'inconnu. Cela a été éprouvant, y compris sur un plan personnel, en termes de peur et d'inquiétude autant pour la direction que pour les salariés en situation de responsabilité. Nous avons été laminés par un certain nombre de préconisations plus ou moins contradictoires d'exigence des pouvoirs publics sans avoir au début des équipements de protection. Mais nous n'avons pas eu d'autres choix que de nous adapter et de nous organiser.

Solidaires : Comment ?

B. C. : Nous avons un mode de gouvernance des établissements et services qui fonctionne sur un mode de comité de direction général assez resserré. Nous étions donc une équipe restreinte et finalement bien adaptée dans un contexte de gestion de crise.

C'est ce collectif qui a contribué à faire preuve d'adaptation dans ce contexte inédit. Et je mesure, trois mois après, que tout le monde est un peu fatigué, un peu à bout,

d'autant plus qu'il faut prendre conscience que la crise n'est pas finie. Nous sommes toujours sur un mode de gestion sur le fil du rasoir et nous restons un peu inquiets sur les questions de rebonds et d'organisation des périodes de rentrée.

La particularité des PEP 69 est que nous gérons un très gros dispositif ITEP (Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique) qui est plutôt dédié à des adolescents qui présentent des troubles du comportement et des difficultés d'ordre psychopédagogique assez graves.

Et bien, le constat est que beaucoup de jeunes ont décroché les prises en charge et la question de pouvoir remobiliser ces jeunes dans leur projet individuel est quelque chose qui reste assez complexe. C'est aussi pour ça que j'ai du mal à positiver la période, et même si on valorise l'inventivité des équipes qui ont pu maintenir des contacts et des relations avec les familles, il ne faut pas faire l'impasse sur le fait que certaines situations familiales étaient difficiles dans le registre des troubles du comportement. Dans le public accueilli dans le circuit éducatif et pédagogique, il y a une grosse perte de familles et de jeunes qui ont décroché.

Par rapport à ça, nous sommes assez inquiets.

Il y a donc une nécessité de remobilisation de tous pour récupérer ces jeunes. Et comme nous sommes dans une période estivale, nous nous inquiétons de l'état dans lequel nous allons les retrouver à la rentrée. ■



DES ORDINATEURS TRÈS INCLUSIFS

Avec le confinement et la fermeture des écoles, les cours ont certes continué en ligne, mais de nombreux élèves ne pouvaient y participer, car ils n'étaient pas suffisamment équipés en matériel informatique. C'est grâce à l'initiative de Dominique Gillot, Présidente de la Fédération Générale des PEP et à la générosité de la fondation des aéroports de Paris que la Maison d'Enfants à Caractère Sociale (MECS) de Dijon a pu faire face à cette situation d'urgence si particulière.

La genèse du projet est apparue avec la crise sanitaire et à un besoin important d'ordinateurs suite à l'arrêt de la scolarité. « Avec les règles de confinement, la fermeture des écoles et une forte crainte de décrochage scolaire, nous nous sommes retrouvés confronter à une vraie problématique : la difficulté d'accès à internet et le manque de matériel pour bénéficier de cette nouvelle forme de scolarité », explique Thierry Roulleau, Directeur de l'administration provisoire des MECS de Côte d'Or. « La Maison d'Enfants à Caractère Sociale n'étant pas un établissement scolaire, nous n'avions pas cette capacité d'assurer ce type de scolarité, d'avoir un ordinateur par enfant, et de bénéficier d'un réseau wifi suffisamment développé pour permettre les connexions. Nous n'étions pas équipés pour ça. Ce qui est somme toute logique car ce n'est pas à l'origine la vocation d'une MECS ».

Étant régulièrement en contact avec Dominique Gillot, Thierry Roulleau lui a donc fait part des difficultés rencontrées. « sa présence d'esprit, sa solidarité et sa réactivité ont fait qu'elle a tout de suite adhéré au projet et c'est suite à cela qu'elle

m'a informé de la possibilité de bénéficier d'un don d'ordinateurs en provenance de la Fondation des Aéroports de Paris. Nous avons donc récupéré 10 ordinateurs, qui ont été pris en charge par le service informatique de la Fédération Générale des PEP, pour une remise en état et ensuite expédiés pour les distribués aux bénéficiaires. C'est avec la nouvelle donne du confinement, que nous nous sommes rendus compte que nous ne possédions pas le matériel en adéquation avec cette crise sanitaire, mais quelque part je considère cela comme quelque chose d'absolument normal face à cette situation si particulière. Certes nous avons manqué de matériel ou de wifi, mais finalement nous y avons pallié assez rapidement, et au travers de ce don, et de la mobilisation des PEP, nous avons finalement comblé ce manque de manière extrêmement positive », assure-t-il.

Le suivi scolaire pendant le confinement a été de qualité, et il a d'ailleurs été reconnu par une chargée de mission, professeure de l'école spécialisée, qui est dépêchée au sein de la MECS par l'Éducation nationale.

« La Maison d'enfants à Caractère Sociale (MECS) étant un internat, les ordinateurs ont toujours été chez nous. Nous les avons déployés pour permettre le suivi scolaire et les éducateurs, qui ne sont pas des enseignants ont vraiment été à la hauteur. Et à l'arrivée le résultat s'est révélé extrêmement positif », se réjouit Thierry Roulleau. ■

“

Nous nous sommes retrouvés confronter à une vraie problématique : la difficulté d'accès à internet et le manque de matériel pour bénéficier de cette nouvelle forme de scolarité ”



SOLIDARITÉ NUMÉRIQUE

En France, une personne sur cinq estime n'avoir aucune capacité numérique. À ce chiffre déjà énorme, il convient d'ajouter 2,5 millions de personnes souffrant d'illettrisme. C'est pourquoi, les PEP 36 par l'intermédiaire d'Amélie Rosado et de Nicole Blot, directrice du CRIA (Centre Ressource Illettrisme et Analphabétisme) ont contribué à la plateforme « solidarité numérique ».

solidarite-numerique.fr a été lancé par le secrétaire d'État chargé du numérique, Cédric O, au début du confinement. L'objectif était de venir en aide à celles et ceux qui ne sont pas à l'aise avec les outils numériques. Très vite, le Centre Ressource Illettrisme et Analphabétisme (CRIA) des PEP 36 s'est porté volontaire pour travailler à l'élaboration de la plateforme. « C'est Amélie Rosado qui a eu l'information au gré de ses recherches et qui m'en a parlé, explique Nicole Blot, directrice du CRIA. Cela s'est fait naturellement car elle travaille dans le domaine du numérique ». Mme Rosado est effectivement dotée d'une solide expérience avec ceux qui n'ont ni les outils ni même les aptitudes au numérique. Aussi a-t-elle conçu des tutoriels (prise en mains des réseaux sociaux, téléchargement de l'autorisation de sortie...) pour les médiateurs de la plateforme qui répondent quotidiennement à tous types de public.

« J'étais référent « école-famille » et la demande était très forte pour le suivi de la scolarité, confiait-elle. Comme ma mission était de faire découvrir l'école aux parents, j'ai anticipé les demandes. Ensuite, il fallait coordonner tous ceux qui s'étaient portés volontaires sur cette thématique pour produire les tutoriels comme, par exemple, la connexion à Pro Note, qui est l'interface que les établissements utilisent pour la communication « école-famille ». Il faut assurer le suivi de la scolarité des élèves, trouver les ressources pour assurer la continuité pédagogique, l'accès à la culture via le numérique, etc. »

Une ligne téléphonique pour les usagers a été ouverte. Ceci a permis de récupérer les ressources

des tutoriels basées sur des « questions-réponses » et de restituer ensuite ce matériel aux volontaires chargés de répondre au téléphone. « Les familles éloignées du numérique avaient la possibilité d'appeler un numéro pour communiquer avec un médiateur. Et nous, de notre côté, nous avons construit une trame pour donner la possibilité de répondre à toutes les questions. La tâche n'était pas facile car cela concernait huit thèmes différents », ajoute Amélie Rosado.

Aujourd'hui elle ne fait plus partie des PEP 36, mais elle est toujours bénévole sur la plateforme car elle souhaite aller au bout de ce qui a été lancé. « Il y a toujours un vide dans ce domaine, personne n'est aidé dans les démarches numériques, souligne-t-elle. Le numéro est d'ailleurs toujours actif et il y a encore des personnes présentes pour répondre aux demandes ». Quant à l'évolution, la pérennité et la professionnalisation de cette plateforme, la réflexion est toujours de mise. ■



Éric Tesnier

Directeur adjoint des
PEP CBFC délégation
de la Nièvre



ÉCRIRE LE CONFINEMENT

Mars 2020. Nous sommes au début du confinement. Éric Tesnier, Directeur adjoint des PEP CBFC délégation de la Nièvre, se demande comment faire pour garder du lien et un contact réguliers avec les jeunes de la résidence dont il est un des responsables. Il a donc décidé de construire une « mémoire collective » à partir d'écrits et de photos qui aboutira dans les prochaines semaines à la parution d'un livre qui laissera une trace... pour toujours.

« Je ne suis que le marteau dans cette aventure. Les jeunes sont la main qui ont pris le marteau pour enfoncer le clou ». Éric Tesnier donne le ton. Pour lui, en toute humilité, il est essentiel de mettre en avant le rôle joué par les « locataires » de la résidence habitat jeunes « Les Loges » de Nevers, alors qu'il a lui-même accompli un travail considérable, en compagnie du directeur de la délégation, Gilles Thomas.

« Dans notre résidence, les jeunes ont entre 16 et 30 ans, de l'adolescence au monde de l'adulte. Notre travail est de faire en sorte que ce moment d'indépendance, [qu'il soit recherché, radical ou brutal], se fasse de façon progressive », souligne Éric Tesnier, directeur adjoint, chargé de la mise en œuvre socio-éducative. « Dans notre Résidence, il y a 68 appartements, ce qui correspond à 150 jeunes par an, qui peuvent être aussi bien étudiants, lycéens, intérimaires ou autre. Nous sommes encrés dans les formes d'éducation populaire et il est extrêmement important que le jeune puisse communiquer ce qu'il sait faire à l'autre et apprendre de l'autre », ajoute-t-il. Un phénomène de co-apprentissage se met donc en place et la structure les aide avec de l'accompagnement collectif en créant des lieux de vie communs où ils construisent des projets partagés. Et c'est dans cet esprit que cette idée de livre est apparue.

« Dès le mois de mars, je me suis demandé comment nous allons faire pour garder du lien avec les résidents et continuer à avoir ce contact régulier. J'ai donc imaginé un écrit qui laisserait une trace et, à mesure de la réflexion, en parlant avec certains jeunes, l'idée de garder une mémoire de cet événement exceptionnel a vu le jour », explique Éric Tesnier. « Tous les jeunes ont écrit des textes, plus ou moins longs, et nous avons aujourd'hui quatre chapitres. Un premier chapitre, auquel ont participé 35 jeunes, pour lequel j'ai proposé un cadavre exquis, qui consiste à faire composer une phrase par plusieurs personnes sans qu'aucune d'elles ne puisse tenir compte de la collaboration précédente, et qui donne une histoire qui n'a aucun sens... En fait, tout cela était un prétexte pour garder des liens. Je leur ai également demandé qu'ils photographient depuis leur lieu de confinement ce qu'ils voient et ce qu'ils aiment. Cela les amenait à regarder à l'extérieur et surtout voir autre chose que leur écran et leur vidéo. Pour d'autres, je leur ai donné quinze mots, avec l'obligation d'écrire une histoire, réelle ou imaginaire, qui contienne ces quinze mots. Ensuite, vers la fin du confinement, je leur ai demandé de réfléchir sur ce que cette période leur avait apporté, leur avait pris ou offert, ce qu'ils avaient aimé ou pas aimé », détaille Éric Tesnier.

Cela a permis un moment d'introspection et de recul en plus d'un travail avec une psychologue et une sophrologue pour leur permettre de lâcher prise. « Nous nous sommes ensuite rendus compte, en discutant avec des délégués régionaux de résidence habitat jeunes, que d'autres foyers en France avaient la même réflexion, et nous avons rejoint un groupe de travail. Nous allons de notre côté sortir notre propre livre mais il y aura également un rendu au niveau national, sur d'autres supports, où on trouvera également des vidéos, des chansons, de l'image », précise-t-il.

Des jeunes du foyer testent actuellement des formes de mises en page tandis que les encadrants travaillent avec des collègues à Dijon qui sont plus axés sur l'imprimerie. « Nous sommes en phase de travail et tout est encore possible au niveau du résultat avec pour seule obligation que personne ne soit laissé sur le bord de la route. Tous ceux qui ont participé à cette aventure seront dans le livre. Il n'y aura pas de sélection de textes. Tous ont du sens, de la valeur. Chacun peut apprendre à d'autres et à partir de là, nous nous devons de respecter tout le monde », insiste Éric Tesnier.

Aucune deadline n'a été fixée pour la parution de ce livre, mais l'espoir de le voir sortir dans le courant du mois de septembre est évoqué. ■



Laurence Fuchs

Directrice des Politiques Éducatives de Proximité et de la Vie Associative des PEP 88

CONNAISSEZ-VOUS LA TRAVERSIÈRE ?

Au début de l'année 2018, une idée a germé dans la tête de Laurence Fuchs, Directrice des Politiques Éducatives de Proximité et de la Vie Associative des PEP 88 : parcourir les villages de la région pour redonner de la vie aux populations en proposant différentes animations et différents services.

« Dans les zones rurales il y a un vrai souci de mobilité, et l'idée est née de ce constat », explique Laurence Fuchs. Un certain nombre de services existent mais à distance. C'est pourquoi, elle a décidé, avec les PEP 88 de retourner dans les villages à la rencontre des gens en leur proposant différentes animations, différents services aux populations en venant à leur rencontre, un peu comme pouvaient le faire à l'époque le laitier ou le boulanger...

« Nous agissons en partenariat avec la Croix Rouge notamment et nous nous déplaçons avec deux camionnettes. La nôtre et celle de la Croix Rouge », note Laurence Fuchs. Cette structure itinérante, qui porte le nom de « La traversière », est composée de jeux géants organisés en extérieur ou dans des grandes salles qui permettent de créer du lien et des moments de convivialité avec les habitants. « Mais le plus souvent, ce ne sont pas des grands rassemblements sachant que ce sont souvent des villages comprenant parfois une centaine d'habitants », ajoute-t-elle. « Souvent les gens sont un peu étonnés (agréablement) qu'on se déplace jusqu'à eux ». Cette

initiative touche toutes les tranches de la population, des enfants aux personnes âgées. L'idée est de faire des activités avec eux, (des jeux notamment) mais aussi de discuter avec les gens pour connaître leur besoin. « Ainsi, nous pouvons mettre en place une structure personnelle (si nous en avons les moyens) ou faire appel à des partenaires qui peuvent leur apporter des réponses. Cela peut aller de l'assistante sociale à l'orthophoniste, en passant par des activités plus ludiques comme des clowns, par exemple », explique-t-elle.

Chaque village a son jour fixe de passage, et « nous y allons à chaque fois une demi-journée par mois mais nous souhaitons faire évoluer ce projet, monter en puissance, en passant tous les quinze jours dans chaque village. Nous avons expérimenté huit villages mais nous espérons pouvoir visiter davantage de

lieux. Pour cela nous avons évidemment besoin de moyens financiers supérieurs », souligne Laurence Fuchs.

Ce projet n'a pas été évident à mettre en place. D'autant qu'avec le confinement et les mesures sanitaires l'activité a dû être arrêtée. Mais depuis la reprise, l'équipe sent que les gens ont besoin de se retrouver et d'échanger. « Certes, ce projet est encore en phase d'expérimentation mais il est réellement prometteur et il devrait pouvoir être dupliqué, confie-t-elle. Nous avons commencé les démarches à la recherche de mécènes en début d'année, mais la crise sanitaire est venue interrompre toutes les initiatives ». On ne peut ignorer, non plus, que l'action intervient sur un petit département et sur des zones rurales donc il faut plus de temps pour développer.

« Cet été, au mois d'août, nous allons organiser une tournée, avec un accueil de loisirs itinérants, composé d'une équipe d'animateurs qui ira chaque jour dans un village différent. En souhaitant que cela sera un vrai élan pour lancer définitivement l'activité dès la rentrée », espère Laurence Fuchs. ■

“
L'idée est de faire des activités avec eux, (des jeux notamment) mais aussi de discuter avec les gens pour connaître leur besoin.”



LES PEP DÉCOUVERTES FONT L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE

Dans le prolongement de la crise sanitaire et du confinement, le gouvernement a lancé un plan « vacances apprenantes ». Dans ce cadre, le Rectorat de Créteil et les PEP découvertes ont décidé de marcher main dans la main en proposant un programme autour de grandes thématiques et dans lesquelles les jeunes vont venir s'inscrire.

Les « vacances apprenantes » comprennent une série de dispositifs différents (comme par exemple l'école ouverte) où les élèves viennent librement et volontairement pratiquer des activités culturelles, sportives ou des ateliers avec les enseignants qui leur remettent le pied à l'étrier. L'École Ouverte, qui existait déjà avant la crise, est complétée et agrémentée par le dispositif nommé très joliment École buissonnière. « Les jeunes peuvent, avec leurs enseignants ou avec des animateurs municipaux, s'échapper pendant plusieurs jours, pour pratiquer des activités », explique Michel Raoul, directeur opérationnel aux PEP Découvertes.

Dans le même temps, il existe un autre dispositif qui s'appelle « les colos apprenantes ». Des séjours de cinq jours minimum où les enfants vont partir en centre de vacances, pour des colos classiques. « On fait le lien entre les activités et les apprentissages du socle fondamental à l'école, ajoute Mr Raoul. Par exemple, lorsqu'ils pratiquent l'équitation, les enfants ont des séances d'hypologies où ils vont naturellement enrichir leur langage rejoignant ainsi les objectifs du socle commun des apprentissages. J'appellerais ça des vacances intelligentes mais qui restent avant tout des vacances ludiques, de loisirs. Les enfants peuvent se ressourcer et réapprendre à vivre ensemble après la période de confinement ».

C'est dans ce cadre que le rectorat de Créteil a contacté Michel Raoul et les PEP découvertes, afin d'utiliser l'internat d'excellence de Sourdun qui accueille des jeunes en provenance de quartiers prioritaires tout au long de l'année et qui est libre l'été.

« Nous allons donc bénéficier de ces installations qui sont absolument magiques, situées en limite de la Seine et Marne et de l'Aube, à la campagne. C'est un domaine d'une quinzaine d'hectares, avec un hébergement de grande qualité, de nombreuses salles d'activités, des équipements sportifs magnifiques et la présence sur place d'un théâtre avec plus de 250 places assises, un vrai petit bijou », s'enthousiasme Michel Raoul. À cette fin, les PEP et le rectorat de Créteil ont élaboré un programme qui va reposer sur quatre grandes thématiques : « Tout d'abord, les jeunes auront la possibilité de faire du codage informatique avec des enseignants et des intervenants associatifs qui seront là pour leur apporter leur expertise. Ils vont pouvoir découvrir la programmation, et même créer des robots et des jeux vidéos. Le rectorat a un partenariat avec la fondation Total qui amènera plus de cent ordinateurs sur le site. Il y aura une thématique autour de la danse et notamment la danse urbaine. Les jeunes pourront aussi travailler avec des artistes comme Bob Sinclar ou David Guetta. Ils pourront mettre en place des

flash mob et des battles pour élire la meilleure chorégraphie du séjour. Ceux qui choisiront l'activité théâtrale pourront aussi travailler avec des professionnels qui les aideront à travailler un texte ou même écrire leur propre sketch. Enfin, il y aura un atelier de Rap et de Slam où les enfants pourront s'essayer à plusieurs types d'écriture mais également au chant, l'articulation et apprendre à poser leur voix ».

Ces quatre grandes thématiques seront abordées du lundi au vendredi puis le vendredi soir, les quatre groupes vont converger vers le théâtre où un spectacle sera donné avec tout ce qu'ils auront réalisé au cours de la semaine. « Nous accueillons des jeunes de l'académie de Créteil qui viennent principalement des départements 77, 93 et 94. Nous travaillons au plus près avec des municipalités comme, par exemple, celle de Clichy-sous-Bois mais également des cités éducatives, comme celle de Melun, et bien évidemment avec des collègues qui seront le terrain idéal pour faire la promotion de ces séjours », précise Michel Raoul.

Pour couronner le tout, le séjour est totalement gratuit pour les jeunes. Il est financé à 100 % par l'État et par les collectivités qui prennent en charge le transport. Un très beau programme en perspective. ■



Richard Kalvar/Magnum photo pour la FCPPEP



LES PEP PARTICIPENT À L'AMÉLIORATION DES DROITS DES ENFANTS

Tous les 5 ans, l'État produit un rapport sur l'évaluation du respect des engagements pris par la France dans le cadre de la Convention Internationale du Droit des Enfants. Le prochain rapport est sur le point de paraître. Deux adolescents, qui ont participé aux travaux d'AEDE sur la production du rapport alternatif, nous apportent leur témoignage.

Les **Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS)** sont des établissements sociaux ou médico-sociaux, spécialisés dans l'accueil temporaire de mineurs en difficulté.

Sibel ROUHI (14 ans) MECS 66 [Pyrénées Orientales]

Sibel a participé à une réunion avec d'autres jeunes. Une expérience enrichissante car cela lui a permis d'ouvrir les yeux sur différents sujets comme, par exemple, le harcèlement au handicap. « *Est-ce qu'un enfant a le droit de poser des questions sur sa situation ?* », a-t-elle demandé. Bien sûr, de nombreux thèmes ont été abordés comme celui de l'injustice, des droits des enfants handicapés ou encore : « *est-ce qu'un jeune peut avoir le choix du sport qu'il souhaite pratiquer ?* ».

« *Pour chaque thème, nous devons dire si on le considérerait comme une injustice, s'il fallait en informer le gouvernement ou s'il fallait le travailler pour l'améliorer* », raconte-t-elle. Cette prise de parole permettait à chacun de donner son point de vue et de faire part de ses expériences. « *Par exemple, ajoute-t-elle, j'ai déjà vu un garçon se faire critiquer voire harceler parce qu'il pratique la danse ou une fille parce qu'elle fait de la boxe* ». Mais, à ses yeux, le sujet le plus important qui a été abordé est celui de la violence dans les familles. « *Beaucoup de gens constatent des violences mais n'en parlent pas par crainte. Un enfant qui se fait frapper a aussi peur d'en parler aux adultes. La question que nous nous posons est comment faire pour arrêter le harcèlement ou les violences à l'encontre des jeunes. La question du droit des enfants est absolument essentielle* », rappelle-t-elle.

“

Est-ce qu'un enfant a le droit de poser des questions sur sa situation ? ”

Gwendal Solves (17 ans) MECS 11 [Lézignan-Corbières]

Gwendal s'est rendu à Bruxelles au Parlement européen mais malheureusement, « *comme il y avait beaucoup de monde, je n'ai pas eu le temps d'intervenir* », raconte-t-il un peu dépité. Pourtant, l'expérience était instructive. « *J'ai pu me rendre compte du travail qui est effectué, ajoute-t-il. Le droit des enfants a évolué au fil des années dans certains domaines, comme par exemple la scolarité, mais je pense, et c'est assez logique, qu'il y a encore beaucoup de travail. Un bon point, les enfants souffrant de handicap sont de plus en plus intégrés et acceptés à l'école ou dans la société en général* ». Ainsi, connaît-il « *certaines personnes qui se moquaient d'eux et qui, en se mettant à leur place et avec une prise de conscience ont aujourd'hui un vrai respect, il ne les regardent plus comme des individus qui seraient inférieurs* ».

Gwendal sait que tout ne pourra pas se régler en deux jours mais « *il doit y avoir une vraie prise de conscience. La participation des jeunes, à l'élaboration du rapport doit porter ses fruits. Il ne doit plus y avoir de racisme, on ne doit plus faire de différence sous prétexte qu'un autre individu est d'une autre couleur, une autre religion, ou souffre de handicap. Il y a des efforts à faire, et pour cela les adultes doivent nous montrer l'exemple. Mais lorsque je vois, au Parlement européen, un homme se lever et tenir des propos racistes je me dis parfois que ce n'est pas gagné. Mais je veux y croire et je reste optimiste* ». ■

LES COLOS APPRENANTES EN PHOTOS



Visite du préfet de l'Yonne, Henri Prévost au centre de Formanoir (89).



Visite de Gérard Gavory, Préfet de la Manche au centre Elie Mombouisse des PEP 93 à Portbail à la rencontre des enfants de Clichy-sous-Bois et Montfermeil.



Visite de Bertrand Sorre, député de la Manche au centre la Villa Eole des PEP 28.



Daniel Auverlot, Recteur de l'Académie de Créteil à la rencontre des jeunes à l'Internat d'excellence de Sourdon [77] en vacances apprenantes.



Visite de Nadia Hai, Ministre déléguée auprès de la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, chargée de la Ville au centre de Formanoir [89].

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne pour un an à Solidaires.

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Je joins un chèque de 10 € à l'ordre de la Fédération générale des PEP.

À retourner à la Fédération générale des PEP,
5-7, rue Georges-Enesco,
94026 Créteil Cedex.



Visite d'Isabelle Sima, Préfète du Cantal, Marilyne Lutic, Directrice académique de l'éducation nationale, Monique Cabour, Sous-préfète de Saint-Flour et Régis Grimal, directeur de la direction départementale de DDCSPP au centre de Saint-Urcize des PEP 15.

LES 8 ET 9 DÉCEMBRE 2020
à la Cité des Sciences et de l'Industrie – Paris La Villette

LES RENCONTRES PEP

**FAIRE ENSEMBLE
SOCIÉTÉ INCLUSIVE**

**Avec la pleine
participation de tous**



www.lesrencontrespep.org

**Les
pep**
La solidarité en action

SOLIDARITÉ / ÉGALITÉ / CITOYENNETÉ / LAÏCITÉ